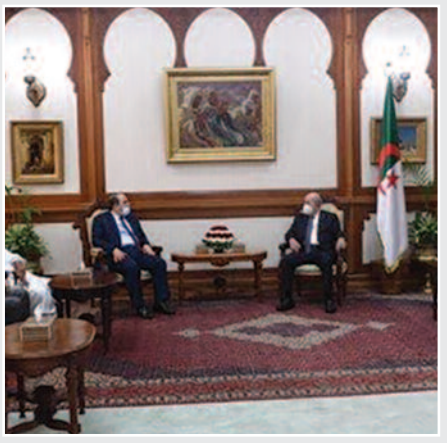


Consultations pour la formation du gouvernement

TEBBOUNE REÇOIT LE SG DU FLN ET UNE DÉLÉGATION DES INDÉPENDANTS

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7022 - DIMANCHE 20 JUIN 2021
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Coronavirus en Algérie

341 nouveaux cas, 230 guérisons et 7 décès

ALORS QUE LES SOLUTIONS MANQUENT LE CHOC DE LA PÉNURIE D'EAU



Le stress hydrique semble planer bel et bien sur l'Algérie. Des mesures de rationnement d'eau ont été engagées récemment par les autorités publiques en laissant la marge de manœuvre aux collectivités locales afin de gérer la crise de pénurie d'eau. Des dispositions ont été mises en place en fonction des secteurs impliqués et considérés comme grands consommateurs d'eau.

Pages 2, 3 et 4

ANNABA

Disparition de six marins-pêcheurs

Page 4

COUPE DE LA CAF

La finale à portée de mains des Canaris

Page 13

FESTIVAL EUROPÉEN À ALGER

Faire partager notre génie musical avec 24 pays

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 20 DA, FRANCE 1 EURO

L'EAU SE FERA RARE DANS LES ROBINETS

Les retombées d'un rationnement



Raréfiée en raison du manque de pluviométrie qui dure depuis trois ans, l'eau ne va plus couler en H24 à Alger. Un nouveau programme de rationnement de la distribution de l'eau est entré en vigueur depuis hier. Les différentes communes de la capitale sont départagées en trois catégories. Alors quand stocker l'eau ? Aura-t-on le temps pour le faire ? Ce sont ces équations que les Algérois devront solutionner cet été alors que le besoin en eau augmente, surtout que la saison s'annonce déjà chaude.

Les perturbations dans la distribution de l'eau et les coupures inopinées enregistrées durant les semaines passées dans plusieurs quartiers de la capitale n'étaient qu'un signe avant-coureur de la situation qui attendait les habitants de la capitale qui s'apprêtent à passer un été pas comme les autres. Habitués à une distribution permanente de l'eau, les Algérois devront changer leurs habitudes durant cet été.

La wilaya d'Alger, dont le directeur des ressources en eau est désormais chargé d'assurer la gestion sous l'autorité du wali, après le limogeage des directeurs de la distribution et de la production de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL), vient d'annoncer un nouveau programme de distribution. Le wali d'Alger, Youcef Chorfa, a en effet révélé, jeudi dernier, ce nouveau programme de distribution qui touche toutes les communes de la capitale. Divisées en trois catégories, les communes ne seront alimentées que durant 6 à 8 heures par jour. Aussitôt annoncée, cette plage horaire a fait parler d'elle. Quand et comment faire pour stocker l'eau dans les jerricans ou les citernes durant cette période alors que tout le monde est censé être au travail ?

C'est la question récurrente posée par de nombreux habitants de la capitale qui qualifient cette répartition d'inéquitable. «Qu'en est-il des gens qui travaillent ?», s'interroge un internaute, qualifiant la situation de catastrophique. D'autres s'interrogent sur cette disparité dans la distribution d'eau, d'autant qu'elle est quotidienne pour certains alors que pour d'autres, ce sera un jour sur deux. Y aura-t-il de l'eau pour tout le monde ? L'été s'annonce donc rude, sachant que la consommation d'eau augmente en cette période.

Parallèlement, le «busines de l'eau» a déjà commencé. Dans plusieurs quartiers de la capitale, des files se forment déjà devant des citernes remplies de cette ressource vitale, comme le démontrent des photos diffusées sur les réseaux sociaux. 5 litres d'eau sont proposés à 25 DA. L'origine de cette eau n'étant pas toujours connue, elle peut constituer un danger pour les citoyens si elle s'avère impropre à la consommation, et ce en l'absence de contrôle. Outre la dégradation du cadre de vie des Algérois, qui s'apprêtent à vivre le calvaire, du moins durant cet été, ce rationnement aura aussi un grand impact sur les activités commerciales qui ne peuvent pas fonctionner sans eau, à l'instar des hammams, des douches publiques, des stations de lavage automobile… Ces dernières sont les premières victimes de cette pénurie d'eau.

En effet, une suspension partielle et provisoire des activités de lavage auto à Alger a été décidée par les services de la wilaya d'Alger. «Compte tenu de la circonstance exceptionnelle que traversent, ces derniers temps, certaines communes de la capitale en raison des perturbations d'approvisionnement en eau potable, induites essentiellement par la pénurie d'eau du fait du stress hydrique et de la baisse des niveaux d'eau de barrages, les services de la wilaya d'Alger ont décidé d'un arrêt partiel et provisoire, à partir de samedi prochain, de l'activité de lavage automobile au niveau de l'ensemble des stations se trouvant dans le territoire de la wilaya», a-t-on indiqué. Sans préciser la durée de cette suspension, les jours d'ouverture et de pratique de cette activité sont fixés exclusivement à vendredi, samedi, lundi et mercredi, de 8 h à 14 h, et ce jusqu'à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable. Plusieurs postes d'emploi sont ainsi menacés, outre les pertes financières qu'auront à subir les propriétaires de ces commerces, déjà en difficulté en raison du confinement imposé par la crise sanitaire.

Ainsi, le programme de rationnement est bel est bien instauré à Alger après avoir été différé d'un peu plus d'un mois. Le 17 mai passé, la SEAAL avait annoncé un programme de distribution dans toutes les communes de la wilaya d'Alger (de 12 h à 20 h), visant la sécurisation et l'optimisation de la ressource en eau, avant de se rétracter en informant les usagers que le nouveau programme de distribution eau était différé à une date ultérieure.

Classée parmi les pays les plus touchés par la sécheresse et les plus exposés à un stress hydrique à long terme, l'Algérie doit trouver des alternatives pour faire face à une crise de «l'or bleu» qui devrait toucher d'autres localités du pays.

Lilia Aït Akli

Les citoyens crient leur désarroi

DUR sera cet été ! Le problème récurrent de la pénurie d'eau persiste depuis plus de deux mois sur tout le territoire national. Le précieux liquide se fait rare. Les citoyens se trouvent contraints de mettre la main à la poche pour se procurer cette denrée rare. Cette rareté de l'or bleu et ces perturbations dans l'alimentation étaient, en effet, prévisibles, et ce dès la fin de l'hiver, qui a été marqué par une faible pluviométrie, laquelle s'est répercutée directement sur le taux de remplissage des barrages.

Cette situation de pénurie d'eau a poussé les citoyens de plusieurs agglomérations à organiser des manifestations quotidiennes aux quatre coins du pays pour dénoncer ce qu'ils qualifient de «mauvaise gestion de la pénurie d'eau». Des habitants de différentes communes bloquent, au quotidien, les routes et crient leur désarroi. C'est le cas de Kamel, habitant au dernier étage, dans une nouvelle cité. Visiblement fatigué de vivre une telle situation, ce père de quatre enfants souligne : «On sait tous que l'eau est source de vie. Sans eau, il est impossible de mener une vie normale. Et nous, ici, on ne mène pas une vie normale par manque d'eau. L'eau n'a pas coulé depuis plus d'une semaine dans toute la cité». Il ne manque pas de nous faire savoir que le problème chez lui s'accentue parce qu'il occupe le dernier étage.

«Contrairement aux voisins du rez-de-chaussée et du premier étage, qui ont la chance d'avoir de l'eau dans leurs robinets, nous, au cinquième, nous n'avons pas vu l'eau couler depuis plus de dix jours», regrette-t-il. «Il a fallu que j'aille me plaindre auprès de l'ADE pour que l'eau arrive au robinet à une heure tardive, et pour quelques heures seulement». Kamel demande aux autorités compétentes d'établir un programme bien précis pour en finir avec ces coupures anarchiques.

Mustapha, père de famille, lui se trouve contraint de remplir, chaque jour, des bidons d'une source d'eau située à une dizaine de kilomètres de son quartier. Il nous raconte ses déboires, affirmant que dans leur cité, ils sont privés d'eau durant presque toute la journée. «Des fois, l'eau arrive dans les robinets aux environs de 23 h. Il est alors trop tard pour les ménagères d'enclencher leurs machines à laver. Elles se contentent uniquement de faire le plein d'eau avant d'aller se coucher. Il arrive que cette eau précieuse arrive tôt le matin à 7 h, et pour seulement une heure. Nous subissons cette situation frustrante depuis plus de deux mois», se lamente-t-il.

D'autres citoyens se voient obligés de se rabattre sur les propriétaires de camions-citernes qui imposent des prix exorbitants atteignant à 1 500 DA pour un mètre cube d'eau et il peuvent s'estimer heureux lorsque ces propriétaires de camions-citernes daignent venir jusque chez eux. D'autres citoyens se rabattent sur les citernes d'eau remorquées par des tracteurs. Ces derniers ne s'arrêtent pas à longueur de journée.

Ces camions-citernes sont pris d'assaut et ce n'est pas évident d'être servi. «Le comble, c'est que nous ne savons même pas d'où provient cette eau car le chauffeur du tracteur indique toujours que l'eau n'est bonne que pour se laver», fulmine Sid-Ahmed, habitant à Boudouaou, dans la wilaya de Boumerdès. «Où allons-nous remplir nos jerricans. La situation est partout la même. Nous ne savons pas à quel moment l'eau arrivera et même si elle arrive, ceux qui habitent les derniers étages ne sont pas desservis puisque des citoyens ont installé des citernes de 500 litres dans leurs balcons ou à l'extérieur du bâtiment», tonne Nora, mère de famille. Cette dame, la cinquantaine, n'omet pas d'attirer notre attention sur un autre problème, à savoir les fuites d'eau d'eau potable sur les trottoirs, notamment dans les grandes villes.

«Ça fait vraiment mal au cœur de voir toute cette eau gaspillée alors que nos robinets sont à sec depuis plusieurs jours», regrette-t-elle.

Cette inquiétude est ressentie un peu partout à travers le territoire national. En attendant que la situation s'améliore, les Algériens doivent s'habituer à ce rythme d'approvisionnement en eau potable tout au long de l'été.

Lynda Louifi

RATIONNEMENT DE L'EAU

ENTRE MESURE URGENTE ET CALVAIRE DES CITOYENS



Le stress hydrique semble bel et bien planer sur l'Algérie. Des mesures de rationnement d'eau ont été engagées récemment par les autorités publiques, laissant la marge de manœuvre aux collectivités locales afin de gérer cette crise de pénurie d'eau. Des dispositions ont été mises en place en fonction des secteurs impliqués, considérés comme grands consommateurs d'eau.

A Alger, plusieurs communes subissent des perturbations en eau potable allant jusqu'à trois jours de coupure consécutifs. A Sour El-Ghozlane, au sud de la wilaya de Bouira, la population locale doit désormais prendre son mal en patience alors que les robinets sont à sec depuis 5 jours.

Un vrai calvaire pour les ménages qui se sont habitués à une disponibilité de cet élément vital 24h/24. Par ailleurs, ces perturbations en alimentation en eau ont paralysé nombre d'activités commerciales et industrielles.

«Nous n'avons pas d'eau dans les robinets depuis 5 jours à Sour El-Ghozlane. Cette situation perdure depuis trois semaines déjà. Il paraît que des mesures ont été prises par les services de la wilaya de Bouira pour rationaliser la consommation d'eau», a indiqué hier au *Jeune Indépendant* Salima.

Ces coupures d'eau régulières ont poussé les citoyens à trouver des solutions, même si elles ne sont que provisoires, pour gérer leurs besoins quotidiens en eau potable.

«Nous avons été obligés de nous doter de grands jerricans et d'une citerne pour nous alimenter en eau. Chez nous, nous avons l'espace nécessaire pour le faire, mais cela n'est pas le cas d'autres ménages vu l'exiguïté des appartements. Il est quasiment impossible d'y avoir une citerne pour emmagasiner suffisamment d'eau. Cela rend le quotidien des citoyens invivable», a-t-elle précisé. Le même constat a été mis en exergue par les habitants de la commune de Bouzaréah, sur les hauteurs d'Alger. «Les quartiers de Bouzaréah et ses environs subissent des suspensions d'eau de manière différente. Si dans certains quartiers, la coupure se fait quelques heures par jour, ce qui permet aux ménages de gérer ce problème, d'autres cités restent sans eau pendent deux jours et passent des journées de calvaire, notamment en été où la consommation de l'eau augmente systématiquement», a déclaré au Jeune Indépendant Assma.

LES ACTIVITÉS COMMERCIALES FONT LES FRAIS DE CES NOUVELLES MESURES

Les activités commerciales et industrielles sont parmi les secteurs les plus affectés par les nouvelles mesures de distribution d'eau prises juste après les dernières élections législatives. Les services de la wilaya d'Alger ont, dans ce sens, porté à la connaissance des gérants des stations de lavage qu'ils sont dorénavant soumis à un programme précis pour exercer leur activité. Ils peuvent ainsi opérer quatre jours par semaine (vendredi, samedi, lundi et mercredi, de 8 h à 14 h, et ce à partir du 26 juin 2021.

Faisant partie de la catégorie des commerçants dont l'activité a été partiellement paralysée par la nouvelle politique de distribution d'eau, Said, propriétaire d'une station de lavage à Sour El-Ghozlane a livré hier au Jeune Indépendant son témoignage. Il a expliqué qu'il a dû se munir d'une citerne de 300 000 m3 afin de pouvoir ouvrir son garage et recevoir ses clients, ajoutant que, dans la plupart des cas, il est dans l'obligation de fermer le local lorsque les quantités d'eau stockées sont épuisées.

«Depuis trois semaines, ces perturbations de l'alimentation en eau ne cessent de nous tarauder l'esprit. C'est devenu un véritable casse-tête ! Je suis contrains d'acheter chaque jour une citerne d'eau de 300 000 m3, en plus des réserves que j'ai dans le local. Il arrive que toutes ces quantités ne suffisent pas pour la journée, surtout que les riverains, à court d'eau pendant cinq jours, viennent remplir de l'eau chez moi», a-t-il relaté.

L'impact d'une pareille situation se fait sentir dans la situation financière de ces commerçants, en constante dégradation. Said a fait savoir qu'en plus des répercussions de la crise sanitaire de la Covid-19, une deuxième crise vient en rajouter une couche.

«Nous sommes très affectés par cette situation. Nos revenus sont en baisse constante alors que nous devons nous acquitter des charges fiscales et parafiscales. Crise économique, Covid-19, pénurie d'eau…, nous sommes dans un embarras extrême», a-t-il lâché inquiet.

UNE DÉCISION «LOGIQUE» EN PÉRIODE DE CRISE

A propos des répercussions des dispositions mises en place par les autorités publiques en vue d'économiser la consommation d'eau, les experts en économie y voient une décision «logique» en période de crise.

Selon l'économiste Abderrahmane Beriche, il s'agit de penser, en premier lieu, aux ménages, à même de «leur garantir le seuil minimal en eau et éviter une instabilité sociale».

«Nous sommes en crise et cela implique de nous passer des normes adoptées en temps normal. L'objectif, aujourd'hui, est d'assurer le seuil minimal d'eau aux ménages, selon une politique de rationnement de cette ressource. Ce qui va se répercuter sur d'autres secteurs classés au rang des grands consommateurs d'eau, et ce d'autant que nous ne donnions pas d'importance à l'économie de l'eau auparavant», a expliqué le spécialiste dans une déclaration au Jeune Indépendant.

Il a souligné que «ces dispositions fermes s'imposent» pour qu'on puisse prendre en charge les besoins domestiques et garantir, à l'avenir, une sécurisation en eau. «L'être humain passe avant le commerce, l'industrie et l'agriculture», a-t-il argué.

M. Beriche a fait observer que cette situation est le cumul d'une mauvaise gestion des années durant, sans prospection ni perspective en la matière, tant le secteur des ressources en eau a été, a-t-il poursuivi, parmi les plus budgétivores.

L'expert a en effet fait état de pas moins de 50 milliards de dollars de budgets alloués en vingt ans. «Il y a eu beaucoup de gaspillage d'eau lorsque ont été adoptées des méthodes classiques dans l'irrigation, en plus du gaspillage dans le secteur industriel et le manque de sensibilisation quant à l'impératif de rationnaliser la consommation en eau en période de disponibilité de cette ressource», a-t-il fait constater. Evoquant la subvention de l'Etat du prix de l'eau, l'économiste a estimé qu'un mètre cube d'eau dessalée coûte environ 75 à 80 DA alors que le consommateur le paye 3,6 DA.

Selon le spécialiste, aujourd'hui, l'enjeu principal pour l'Etat est que cette pénurie d'or bleu ne se transforme pas en crise sociale.

Dans les cercles officiels, des sources indiquent que le département de Kamel Mihoubi est «insatisfait» des prestations de la société SEEAL, chargée de la gestion de la distribution d'eau au niveau d'Alger et des wilayas limitrophes. On affirme aussi que cette situation d'»austérité» va durer jusqu'à la prochaine saison hivernale.

Le ministre des Ressources en eau, Kamel Mihoubi, avait d'ailleurs, à maintes reprises, exprimé son «mécontentement» quant aux services assurés par le partenaire français SEEAL, signifiant que l'Algérie ne compte pas renouveler le contrat de gestion conclu pendant la période précédente. La SEEAL a été accusée de «mauvaise gestion de cette ressource précieuse pendant des années et du gaspillage suite aux fuites non réparées estimées à 45%».

Les experts en hydraulique, eux, expliquent que le stress hydrique est dû généralement au réchauffement climatique qui frappe tout le globe terrestre. Les taux de pluviométrie ont donc connu une baisse sensible ces dernières années, malgré une petite augmentation constatée cette année. Ce qui, de leur avis, explique que «la mauvaise gestion» reste la principale raison de la pénurie de l'or bleu.

Aziza Mehdid

LES PLUIES SE FONT PLUS RARES DEPUIS DIX ANS

Nécessité de trouver des solutions concrètes

L'Algérie fait face à une crise hydrique inédite. Le niveau de remplissage des barrages au niveau national n'a pas dépassé les 50% cette année, limitant drastiquement l'offre, alors que les besoins en eau ne cessent de s'accroître. Une situation qui menace sérieusement la sécurité hydrique du pays, si celle-ci n'est pas efficacement prise en charge.



Plusieurs régions du pays sont paralysées, la pénurie d'eau potable menace de déstabiliser le climat social et économique en Algérie, puisque dans la majorité des activités industrielles, l'eau est indispensable. Les sonnettes d'alarme ont été tirées depuis plusieurs années, prévenant que l'Algérie fait partie des pays les plus déficitaires en eau et qui risque d'avoir une crise dramatique. Déjà en 2013, l'Institut de prospective économique en Méditerranée (Ipemed), a publié une étude, indiquant que l'Algérie comptait parmi les pays les plus exposés à un stress hydrique à long terme sur le pourtour méditerranéen.

Une situation problématique qui relève la vulnérabilité des potentialités hydriques de l'Algérie, classée en 2019, par l'organisation World Ressources Institute, 29e pays le plus touché par la sécheresse au monde. D'ailleurs, toutes les études ont souligné que la raréfaction des ressources hydriques, les changements climatiques et la croissance démographique provoqueraient une pénurie d'eau en Algérie, qui enregistre une faible moyenne de pluviométrie de 89 mm.

Le spécialiste en hydrogéologie, Malek Abdesselam, a indiqué que les deux dernières années hydrologiques en Algérie ont été toutes deux déficitaires de 30 %.

« L'Algérie cumule les déficits en matière de pluviométrie», a affirmé le spécialiste, signalant que la consommation d'eau a été multipliée par 40 depuis l'Indépendance.

Les 81 barrages actuellement en exploitation, fournissant 7,7 milliards de m³ à l'ensemble du pays, ne satisfont plus la demande nationale en constante augmentation, marquée par une croissance démographique galopante et une activité industrielle en hausse.La crise s'aggrave de jour en jour, le deuxième plus grand barrage du pays, Koudiate Asserdoune, dans la wilaya de Bouira, est à sec et le volume d'eau restant n'est que de 5,82%.

L'Algérie dispose actuellement de moins de 50% du seuil théorique de rareté fixé par la Banque Mondiale à 1000 m3 par habitant et par an, soit moins de 500 m3 par habitant/an d'eau renouvelable.

Contrairement aux déclarations du ministre des Ressources en eau, Mustapha Kamel Mihoubi en mois de mai dernier, affirmant que les réserves d'eau du pays « permettent d'assurer une alimentation régulière en eau potable jusqu'à l'automne prochain», la crise de l'eau commence à prendre des proportions dramatiques, et un plan de rationnement vient d'être appliqué.

La marge de manœuvre étant limitée, les autorités doivent trouver des solutions rapides, mais avant tout mobiliser entre 15 et 20 milliards de m3/an, pour éviter, selon des études, une catastrophe sociale et économique à la fin de la prochaine décennie.

DES SOLUTIONS CERTES... MAIS PAS BEAUCOUP

Pour remédier à cet énorme casse-tête chinois, les autorités ont étudié différentes options immédiates, adoptant une stratégie de surcroît à même de retarder l'échéance en attendant la saison des pluies, et éviter une situation critique qui peut influer négativement sur plusieurs secteurs sensibles, et surtout provoquer une colère populaire.

Le recours au dessalement, demeure, selon des experts, la solution la plus plausible pour résoudre en partie le problème hydraulique qui hante l'Algérie, à l'instar d'autres pays du Maghreb.

Disposant de 22 stations de dessalement dans quatorze wilayas côtières, l'Algérie compte porter les capacités nationales, qui sont actuellement de 561 millions de m³ par an, à deux milliards de m³ à l'horizon 2024. Dans cette optique, il a été décidé le lancement de plusieurs nouveaux projets d'unités de dessalement, notamment à Alger et ses environs à savoir Zéralda, Aïn Benian, Palm Beach et Bou Ismail pour alimenter la capitale, dont les besoins en eau sont de plus en plus importants à mesure que la population croît.

Pourtant, plusieurs spécialistes ont remis en cause la stratégie gouvernementale de l'option du dessalement de l'eau de mer, réputée très énergivore.

Une autre source d'eau qui semble avoir été négligée auparavant par le gouvernement, est l'épuration des eaux usées, avec un volume estimé à 450 millions de m³ par an. « Le plan d'urgence» du gouvernement prévoit de la porter à deux milliards de m³ par an à l'horizon 2030. De surcroît, il est envisagé de lancer des projets pour l'implémentation de nouvelles unités d'épuration, pour appuyer les 200 stations déjà existantes.

Un autre point crucial que les spécialistes mettent en exergue, est le gaspillage d'eau. Le gaspillage d'eau en Algérie est recensé à deux niveaux, chez les citoyens (premier niveau), qui en plus de recourir aux branchements illicites pour s'approvisionner, abusent de l'utilisation de cette précieuse ressource dans des activités inutiles et secondaires.

Le deuxième niveau concerne toute l'eau perdue dans des réseaux de stockage et d'acheminement mal entretenus.

Entre rationnement, dessalement de l'eau de mer, épuration des eaux usées, rationalisation de la consommation nationale, le gouvernement, qui a tardé à réagir en dépit des multiples rapports sur l'urgence de la situation, doit faire un choix et se rattraper en mettant en œuvre une stratégie hydraulique qui s'appuie sur la réalité et proposant des alternatives fiables pour faire face à une crise difficile.

Mohamed Mecelti

ANNABA

Disparition de six marins-pêcheurs

DISPARUS depuis vendredi 18 juin, les six marins-pêcheurs sont introuvables. Toutes les recherches diligentées par la marine nationale, accompagnée des équipages volontaires de différents chalutiers, ont été vaines. Et, selon plusieurs marins-pêcheurs rencontrés au niveau du port de pêche La Grenouillère, « les risques de les retrouver vivants s'amenuisent», ont-ils déclaré.

Hier, deux hélicoptères ont survolé à basse altitude toute la bande maritime suspectée, entre le Cap Rosa (El-Tarf), Cap Tekkouche (Annaba) et différents étendus de mer limitrophe, mais rien n'a été détecté : ni de corps vivant ou flottant, ni la moindre trace du navire de pêche. Une disparition énigmatique.

D'habitude, selon ces gens de la mer, la cadence de recherche comme celle opérée par la marine nationale concernant la disparition des 6 marins, révélerait toujours des traces. Mais là, rien. Le navire s'est-il volatilisé ? A-t-il pris une autre destination ? Telles sont les questions que se posent la population annabie. Certains citoyens pensent sournoisement que les 6 marins se trouvent en Sardaigne. Mais, pour beaucoup d'autres citoyens les connaissant, l'équipage disparu n'a aucun profil pour la harga.

Pour rappel, les familles des 6 disparus qui avaient tenu un sit-in, au lendemain de cette disparition, devant le siège des garde-côtes pour exiger des recherches rapides. Ces familles ont expliqué pour qui veut les entendre que « cette disparition est étrange pour la simple raison que nos enfants sont des professionnels de la mer. En plus les conditions de la météo n'étaient pas aussi mauvaises au moment de leur disparition. Nous exigeons des recherches immédiates afin de retrouver nos proches». Mais l'intervention des garde-côtes a connu des retards.

Dans une déclaration à la presse, ces familles expliquent : « A la première heure de la journée de samedi, nous n'avons aucun contact avec nos enfants jusqu'à ce jour. Les garde-côtes ont réagi en retard. C'était dans la journée de dimanche qu'un navire a entamé l'opération de recherches de nos enfants.

Dans un intervalle de deux ans, quatre embarcations ont été portées disparues en mer, les autorités algériennes réagissent à chaque fois de la même manière, ils attendent jusqu'à ça soit trop tard pour envoyer un navire rechercher les marins. Nous sommes bien placés pour savoir que la marine algérienne ne manque pas d'équipements adéquats à cette opération. C'est plutôt l'humain qui entrave l'enquête».

Coté du port de pêche La Grenouillère, un armateur-pécheur a déclaré au jeune-indépendant que « les 6 marins pécheurs étaient à bord du chalutier « Kamel», une embarcation de 18 mètres, avant de disparaitre ; Cette disparition serait due probablement à un naufrage du navire, car il y a eu des vents violents en mer durant la nuit de vendredi à samedi.

Des recherches effectuées par nous et plusieurs autres chalutiers n'ont abouti à aucune découverte». Le chalutier de pêche disparu est composé de quatre marins-pêcheurs, dont deux frères, d'un mécanicien et du capitaine de l'embarcation. Pour le moment, les recherches continuent désespérément avec un bateau dragueur équipé de moyens technologiques haut de gamme, tels que caméras sous-marines et autres détecteurs marins.

Nabil Chaoui

CONSULTATIONS POUR LA FORMATION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Tebboune reçoit le SG du FLN et une délégation des indépendants

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu samedi, le Secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baadji et une délégation de représentants des indépendants conduite par M. Abdelwahab Aït Menguelet, et ce dans le cadre des concertations politiques élargies, en vue de la formation du Gouvernement, a indiqué la présidence de la République dans un communiqué.



«Dans le cadre des concertations politiques élargies en vue de la formation du Gouvernement, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu le Secrétaire général du parti du FLN, M. Abou El Fadhl Baadji, accompagné de membres du bureau politique», lit-on dans le communiqué.

Le Président Tebboune a également «reçu une délégation de représentants des indépendants conduite par M. Abdelwahab Aït Menguelet composée de MM. Ali Mounsi, Saker Berri, Abdelhamid Belakhel, Benaouda Bettahar El Hadj, Abdelkader Gouri et Mme Fatma Bida».

Ont assisté à l'audience, M. Noureddine Bardad-Daidj, directeur de cabinet à la Présidence de la République, Mohamed El Amine Messaid, Secrétaire général de la Présidence de la République et Boualem Boualem, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires».

«Nous avons eu une rencontre avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui nous a mis à l'aise et qui était attentif à nos propositions», a indiqué M. Abdelhamid Belakhel au nom de la délégation des indépendants, dans une déclaration à la presse au terme de l'audience.

Il a indiqué que le Président de la République était «au fait de tout ce qui se passe dans notre cher pays», précisant avoir perçu chez lui une volonté de «cristalliser toutes les réformes qu'il avait promis d'engager, à commencer par les dernières législatives jusqu'aux points inscrits à l'ordre du jour de son programme présidentiel».

Après avoir affirmé que le dialogue avec le Président de la République avait porté sur «les aspirations de la société algérienne qu'elle désire atteindre via les assemblées élues», le représentant des indépendants a fait savoir que M. Tebboune avait promis d'oeuvrer à «la mise en oeuvre de tous les points inscrits au titre de son programme pour une Algérie nouvelle».

La délégation des indépendants comprenait MM. Ali Mounsi, Saker Berri, Abdelhamid Belakhel, Benaouda Betahar El-Hadj, Abdelkader Kouri et Mme Fatma Bida.

Pour rappel, l'audience s'est déroulée en présence de Noureddine Bardad-Daidj, directeur de cabinet à la Présidence de la République, Mohamed El Amine Messaid, secrétaire général de la Présidence de la République, et Boualem Boualem, conseiller auprès du président de la République chargé des affaires juridiques et judiciaires.

S. O. B.

TENTATIVE D'ATTEINTE AUX SYMBOLES DE LA RÉSISTANCE

La fondation Emir Abdelkader salue la position du peuple

LE PRÉSIDENT de la Fondation Emir Abdelkader, Chamyl Boutaleb a affirmé, hier samedi à Oran, que la position du peuple algérien contre la tentative de porter atteinte à l'Emir Abdelkader et à sa résistance est une meilleure preuve de la place que le fondateur de l'Etat algérien moderne occupe chez les Algériens.

En marge de la commémoration du 186e anniversaire de la bataille de la «Mactaa», que l'Emir Abdelkader a livré à l'occupant français, M. Boutaleb a déclaré, que «l'Emir est un symbole de l'unité nationale et de la résistance que personne ne peut tenté de porter atteinte à sa personnalité ou douter de sa résistance». «La position du peuple algérien contre la tentative de porter atteinte au fondateur de l'Etat algérien moderne est une preuve que l'Emir Abdelkader était et restera un modèle de patriotisme pour nos jeunes et personne ne peut, devant tout cet amour et respect, douter de ses décisions et porter atteinte à sa personnalité», a-t-il souligné, qualifiant que cette tentative de lui porter atteinte d'acte individuel et isolé.

Au passage, Chamyl Boutaleb a rappelé que l'Emir Abdelkader a lutté, 15 ans durant, contre le colonialiste français et a conduit de grandes batailles, de 1832 à 1847 contre l'armée d'occupation française. Abordant la bataille de la Mactaa, qui a éclaté le 26 juin et s'est terminée le 28 juin 1835, il a affirmé que «c'est une bataille décisive dans l'histoire de la résistance de l'Emir Abdelkader, car elle représente l'une des plus grandes défaites de l'armée coloniale française, qui y a perdu plus de 1.500 soldats».

Cette bataille a eu pour conséquence la reconnaissance de l'Emir Abdelkader comme chef de guerre et de l'Etat algérien poussant les dirigeants de l'armée française à revoir l'organisation de leurs troupes après avoir fait appel au général Trézel, a ajouté Chamyl Boutaleb, soulignant que le traité de Lamoricière, signé par l'Emir Abdelkader le 23 décembre 1847, a eu beaucoup d'échos et n'a pas été un traité de reddition, mais un traité pour arrêter l'effusion de sang des Algériens, que l'effort de guerre a épuisé leurs forces.

La commémoration du 186e anniversaire de la bataille de la Mactaa, qui a eu lieu à Mersat El-Hadjadj en présence des autorités civiles et militaires, a été marquée par le déposer une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, la levée des couleurs nationales et la récitation de la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des chouhada.

H. B.



GHAZA

Don offert par l'Association «El Baraka» pour la prise en charge de 300 orphelins

L'ASSOCIATION «El Baraka» a offert samedi à Alger un don en faveur de 300 enfants orphelins palestiniens parmi les enfants ayant perdu leurs parents lors de la dernière agression menée par l'entité sioniste contre la bande de Ghaza. L'ambassadeur de l'Etat palestinien en Algérie Amine Makboul a indiqué dans son allocution lors d'une cérémonie organisée au siège de l'Association à Alger que «la prise en charge des orphelins est un acte de charité à dimensions religieuse, humanitaire et politique qui vientaffirmer encore une fois à nos enfants en Palestine l'existence d'un grand peuple algérien qui n'a cesse de les soutenir».

Après avoir salué la position constante des Algériens, peuple et dirigeants, soutenant la cause palestinienne, le diplomate palestinien a rappelé l'expression du défunt président Houari Boumediene, selon laquelle '«l'Algérie est aux côtés de la Palestine en toutes circonstances», mais également celle du Président Tebboune qui a déclaré que «l'Algérie ne normalisera pas ses relations avec l'entité sioniste».

Il a par ailleurs évoqué les souffrances du peuple palestinien qui subit des agressions brutales non seulement à Ghaza mais aussi aux différents coins du pays», citant «les tentatives de l'occupant de confisquer les terres et les maisons des Palestiniens». M. Makboul a également mis en garde contre «les complots ourdis contre la Palestine et son peuple».

De son côté, le président de l'Association «El Baraka», Ahmed Brahimi a souligné que «le peuple palestinien fait face à l'agression d'un ennemi impitoyable...Toutefois les martyrs de la bataille d'Al Qods ont relevé la tête de la nation parmi les autres nations, en cette conjoncture difficile qu'elle traverse».

M. Brahimi a réaffirmé le soutien des Algériens au peuple palestinien à Al Qods, Ghaza et l'ensemble de la Palestine. Par ailleurs, le président du «forum du changement», Abderrahmane Araar a souligné que l'agression survenue à Al Qods, Ghaza et l'ensemble de la Palestine a déjoué toutes les manœuvres.

Dans ce sens, Talel Aboudhrifa, membre du bureau politique du Front démocratique populaire de libération de la Palestine à Ghaza a appelé à investir dans la réalisation accomplie à Ghaza, appelant à rétablir l'unité, à tenir un dialogue sous la présidence de Mahmoud Abbas, à reconstruire la base des partenaires et à élaborer un programme approuvé par tous».

Il a également appelé à mettre un terme à toutes formes d'agression ciblant les journalistes et la liberté d'opinion et d'expression. Une vidéo du fils du martyr Saber Soulaymane qui a été pris en charge dans la wilaya de Tiaret a été diffusée.

S. N.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:20	12:33	16:24	19:57	21:37
CONSTANTINE	03:28	12:37	16:28	20:00	21:39
ALGER	03:40	12:51	16:43	20:15	21:55
OUARGLA	03:56	12:42	16:23	19:53	21:23
CHLEF	03:50	12:58	16:48	20:20	21:59
MOSTAGANEM	03:57	13:03	16:53	20:25	22:03
ORAN	04:01	13:06	16:55	20:27	22:04

LE JEUNE INDÉPENDANT

N° 7028 – DIMANCHE 27 JUIN 2021

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	26°	20°
Oran	28°	18°
Constantine	40°	22°
Ouargla	46°	31°

LE FESTIVAL EUROPÉEN SE POURSUIT JUSQU'AU 2 JUILLET

Faire partager notre génie musical avec 24 pays

La scène du TNA est éclatante de lumière depuis jeudi dernier, offrant ses spectacles dans le cadre de la 21e édition du festival européen. Le programme captivant de cet évènement apportant du soleil dans notre monde culturel se déroule chaque soir jusqu'au 2 juillet.

Le programme est en effet captivant. Riche et dense, il change chaque jour. C e qui est remarquable, c'est que tous les acteurs sont des artistes algériens. Ils nous enchantent par leur répertoire puisé dans notre patrimoine musical dans l'ensemble de ses genres et sa pluralité. Mieux, ils ouvrent leur talent et leur génie dans l'interprétation d'œuvres marquantes du pays européen des 24 participants inscrits dans cette 21e édition.

C'est ainsi que l'Orchestre symphonique de l'opéra d'Alger interprète des compositions d'auteurs algériens, parmi eux Abdelwaheb Salim, Bouifrou, Bellil, Rachid Saouli, et, dans une autre partie, cet Orchestre dirigé par le maestro Lotfi Saidi, fait vibrer les joyaux de l'art musical du pays européen du jour, ici celui de l'Espagne.

Il en es de même de la diva du chant andalou, Zakia Kara Terki.



Elle fusionne avec son ensemble de musique andalouse dans une composition du célèbre auteur hongrois, Bela Bartok qui a été inspiré dans sa création au cours d'un voyage effectué en Algérie, à Biskra en 1913. Nos artistes connus et nos jeunes talents s'expriment également dans ce festival européen en étalant leur répertoire, enrichi par de nouveaux textes conçus au cours du confinement de cette pandémie. C'est le cas de l'illustre groupe Raina Rai avec son légendaire leader, le guitariste Lotfi Attar. C'est le cas aussi du groupe Dimatand, composé de jeunes de Béchar et de celui de Garage Band de Bejaia.

Le public, enthousiaste et heureux de retrouver l'ambiance culturelle, se presse chaque soir à 19 heures aux portes du TNA. L'entrée est gratuite mais les places sont limitées à cause des exigences de la réglementation sanitaire due au Covid 19. Ce festival est une opportunité de redécouvrir le confort et la modernisation d'avant-garde de la salle du TNA, accueil chaleureux avec la rigueur de la discipline, écran géant aux lumières vives, illumination de l 'espace public au laser, une sonorisation de bonne qualité, des spectateurs amis des arts, de la culture et de l'attachement au patrimoine.

Kamel Cheriti

EL-AFFROUN

Les habitants demandent la distribution de 550 logements

LES HABITANTS de la commune d'El-Afroun, à l'Est de la wilaya de Blida demandent l'affichage de la liste des bénéficiaires des logements sociaux locatifs du site de 550 logements jouxtant le pôle universitaire, qui fait près de trois ans depuis l'achèvement des travaux menés par une société chinoise.

D'après ce que nous avons appris des représentants de la société civile de la région, les élus locaux ont refusé de ratifier la liste des bénéficiaires de logements sociaux dressée par le comité de quartier, faute d'un représentant de leur part lors de ses réunions pour préparer cette liste. Quant aux chefs des comités de quartiers, ces derniers ont vivement critiqué l'ignorance de leurs représentants au sein de l'autorité municipale, dont la voix devrait être entendue, selon eux, comme le dit l'adage : «Les habitants de La Mecque en savent plus sur ses récifs», et donc il est logique de les impliquer dans la sélection des personnes qui remplissent les conditions pour en bénéficier, ajoute l'un des citoyens de la commune d'El-Affroun dans un communiqué.

Les pionniers des sites de réseaux sociaux se sont opposés à la position de la commission de circonscription, qui veut dévoiler la liste des bénéficiaires de ce seul site résidentiel qui contient des logements locatifs publics dans le sol de la commune sans prendre l'avis du conseil élu, qui ouvre la porte à des interprétations quant au non-respect des normes à suivre pour contrôler cette liste, comme le prévoit la législation et la réglementation en vigueur. Lors de la réunion de la session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya à la fin de l'année 2020, le wali de la wilaya de Blida, Kamal Nouicer, a insisté sur la nécessité d'étudier en profondeur le grand nombre de dossiers de demandeurs de logement dans le cadre du processus de tri, grâce à laquelle sont écartés ceux qui ne remplissent pas les conditions d'allocation, et c'est le mécanisme qui assurera des aides au logement à ceux qui le méritent.

Seulement selon lui, dans la mesure où il a déclaré : «Si on étudie bien les dossiers et qu'on tamise eux, nous aurons un surplus de logements programmé pour la distribution.»

Il est à noter que nous avons effectué une visite de terrain sur le site de 550 logements locatifs publics à El-Affroun, et il nous est apparu que les travaux de finition étaient terminés en ce qui concerne les logements, mais les travaux de l'aménagement extérieur n'ont pas débuté, et comme pour rappel, la dernière distribution de logements dans cette formule dans la commune d'El-Affroun, remonte à l'année 2014.

T. Bouhamidi

TIZI-OUZOU

Un jeune homme trouve la mort par noyade

VINGT-QUATRE heures après la noyade d'un jeune homme de 18 ans dans une mare près du village d'Aït-El Kaïd, commune d'Agouni-Gueghrane, le corps sans vie d'un autre jeune homme, âgé de 19 ans celui-là, a été repêché en mer, plus exactement dans les eaux de la plage de Tassalast par les plongeurs de l'unité marine de la protection civile de Tigzirt. Le repêchage du cadavre a eu lieu exactement à 20H30 au cours de cette journée de vendredi dernier. La dépouille du jeune homme a été ensuite transférée vers l'EPH local où les médecins ont confirmé le décès. Il est à relever que le même jour et dans les mêmes eaux, trois baigneurs ont été sauvés d'une noyade par des citoyens volontaires.

Ceux-ci sont d'anciens surveillants de plages ; autrement des nageurs maîtrisant parfaitement l'art de la natation. Il est à signaler également que depuis le mois dernier, six personnes ont perdu la vie par noyade. Deux dans des mares et les quatre autres en mer. Deux dans les eaux maritimes tigzirtoises et les deux autres à Azeffoun.

Et certainement à défaut de mesures répressives contre les baignades non autorisées, l'hécatombe se poursuivra. Tout le monde sait que la saison estivale 2021 n'est pas encore ouverte. Pourquoi donc s'aventure-t-on en mer ? Pourquoi aussi les parents ne conseillent pas leur progéniture.

Et pour dire les choses crûment, ce n'est pas normal que des parents ne sachent le programme journalier de leurs enfants même si ceux-ci dépassent l'âge de l'enfance et de l'adolescence. A 18 ou 19 ans et même à 20 ans, l'individu manque de maturité et, par conséquent, de prudence dans certains actes de sa vie.

De notre bureau,
Saïd Tissegouine

LES DZ A DUBAI

Première Télé réalité à l'algérienne

LA CHAINE Généraliste El Djazairia One diffusera à partir du dimanche le 27 juin, la première Télé réalité algérienne, avec Soolking et Kader Japonais comme parrains.

Tournée à Dubaï. Dz in Dubaï, regroupe 12 candidats Algériens s'affrontant dans différentes épreuves dans le but de récolter un maximum de fonds pour deux associations caritatives en Algérie.

Venus des 04 coins du monde, les candidats, divisés en deux équipes, s'affrontent dans des épreuves physiques, intellectuelles et culinaires.

Leur but est de remporter la coupe mais surtout récolter un maximum de fonds. Ces derniers seront versés à deux associations caritatives.

«Le format est celui de la téléréalité, mais notre concept est vraiment différent de ce qui se fait ailleurs ; Notre défi est de montrer une image de combativité saine et optimiste de la jeunesse Algérienne.

Nous voulons divertir mais aussi continuer à faire vivre les valeurs qui font que les algériens sont ce qu'ils sont ; des jeunes qui trouvent des ressources ensemble pour affronter les difficultés tout en restant solidaires, généreux et fraternels, avec pour but l'épanouissement de chacun dans le respect des différences».

Déclarait Mr, Dahmani le DG de l'agence événementiel «PRO EVENT PLUS» et Producteur des Dz in Dubaï

Tournée pendant trois semaines mi-mars 2021, DZ in Dubaï se compose de 16 épisodes de 20 min, présentée par l'animatrice d'origine algérienne, Amina Wissem Benkadja, la finale aura lieu le 24 juillet 2021.

L'émission ne manquera pas de divertissement, surtout que les deux chanteurs algériens ; Soolking et Kader Japonais qui parrainent le programme font des apparitions surprises pendant le tournage.

R. N.